

RND

Belkacem Mellah veut «révolutionner» le parti

Belkacem Mellah soutient ne pas faire de la simple figuration lors du prochain congrès du RND, candidat qu'il est au poste de secrétaire général en concurrence avec l'actuel patron intérimaire du parti, Ahmed Ouyahia, pour, dit-il, «mettre fin à l'ère des fonctionnaires politiques».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - «Je suis confiant et je m'attends à ce que je sois intronisé aisément avec un écart respectable de voix» a, en effet, affirmé avant-hier jeudi, l'ex-secrétaire d'Etat à la jeunesse, au forum du quotidien arabophone *El Wassat*.

Sa certitude, Mellah dit la puiser dans le grand engouement suscité par sa candidature au moins au niveau de huit wilayas du pays déjà visitées. «Des députés, des membres du conseil national et des cadres locaux du parti dont beaucoup de femmes m'ont clairement signifié leur soutien», déclare-t-il, non sans saluer l'actuel secrétaire général intérimaire, candidat lui

aussi à la succession à Abdelkader Bensalah, pour avoir opté pour le vote à bulletin secret lors du prochain congrès, contrairement à ce qui a été suggéré lors d'une récente réunion de la commission de préparation de ce grand rendez-vous organique.

C'est tout à l'honneur de Ouyahia, affirme Mellah pour qui cette candidature n'est pas une fin en soi. «Je ne suis pas pressé, si je ne passe pas cette fois-ci, ce sera pour autre fois car depuis longtemps je caresse le rêve de devenir secrétaire général du RND» dit-il, déclinant sa feuille de route.

Un programme qui se veut comme une révolution au sein de la



Belkacem Mellah caresse le rêve de devenir SG du RND.

seconde vitrine politique du pouvoir de règles pas à son goût. Comme la à travers la remise en cause de bien suppression des cumuls de fonc-

tions, la fin des nominations promettant que tous les responsables du parti à tous les échelons seront élus, estimant que ce modèle a «lamentablement échoué», en ce sens qu'il a ombragé de nombreuses compétences au sein du parti.

Et d'illustrer son propos par le fait que des cadres se sont «pérennisés» à leurs postes des années durant sans apport au parti alors que des «parlementaires qui ont cumulé bien de mandats ont rarement pris la parole».

Reconnaissant que sa mission «ne sera pas du tout facile, Mellah qui se définit comme un militant au souffle long, tient à préciser que sa candidature au poste de secrétaire général du RND «n'est aucunement motivée par un quelconque différend politique d'avec l'actuel patron intérimaire».

M. K.

LE RND TIENT SA PREMIÈRE CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA JEUNESSE À TIZI-OUZOU

La succession en ligne de mire

La rencontre régionale de la jeunesse et des étudiants du RND, la première du genre, qui s'est tenue, jeudi dernier, à la Maison de la culture de Tizi-Ouzou, en présence des délégués de neuf wilayas du Centre (Alger, Béjaïa, Bouira, Aïn Defla, Tipasa, Chlef, Tizi-Ouzou et Boumerdès) est-elle le signe qu'au RND, les grandes manœuvres pour un règlement en douce de la succession à la tête du parti, lors du congrès extraordinaire qui se tiendra du 5 au 7 mai prochain, semblent bel et bien entamées ?

Il ne serait pas naïf de déceler dans la démarche d'Ahmed Ouyahia une manière de baliser le terrain à son profit et de prendre une longueur d'avance sur de potentiels concurrents dont l'un, Belkacem Mellah, vient d'annoncer son ambition de conquête de la direction du RND, en démissionnant, il y a quelques

jours, selon des indiscretions de presse, de son poste de responsabilité dans le service de communication au Premier ministre. Et c'est en bon maître du jeu que l'actuel secrétaire général par intérim, Ahmed Ouyahia, a confié l'organisation du premier regroupement de la jeunesse et des étudiants du Rassemblement national démocratique de jeudi dernier, à Tizi-Ouzou, à ses sherpas du RND local, en l'occurrence, le député et secrétaire de wilaya du parti qui n'a jamais caché sa loyauté pour l'actuel secrétaire général par intérim dont il a demandé, dans une déclaration rendue publique, la semaine dernière, qu'il (A. Ouyahia) succéderait à lui-même lors du prochain congrès, au secrétariat général du RND.

«Participation politique de la jeunesse à la politique à la lumière de la nouvelle Constitution» est le thème de la rencontre qui a été présidée par Moundhir Boudène, membre du secrétariat RND, chargé de la jeunesse et des étudiants, dont le discours a porté sur les défis géostratégiques de l'heure auxquels fait face notre pays.

Pour prémunir l'Algérie contre de telles menaces, l'orateur insistera sur la nécessité de

renforcer le front intérieur impliquant la jeunesse. «La formation des jeunes aux valeurs du nationalisme et de la citoyenneté permettra de leur faire prendre conscience des menaces extérieures qui guettent l'Algérie», dira le secrétaire national chargé de la jeunesse et des étudiants au RND qui préviendra contre les risques de déstabilisation qui pourraient venir des frontières-est de l'Algérie.

L'autre manière de renforcer le front intérieur est l'implication de la jeunesse pour relever le défi qu'impose la chute du pétrole par leur participation à la vie politique, économique et sociale du pays, selon Moundhir Boudène pour qui le regroupement de Tizi-Ouzou qui sera suivi par d'autres «a pour objectifs de sensibiliser la jeunesse RND et de la préparer pour son congrès extraordinaire prévu du 5 au 7 mai 2016».

Intervenant, le député A. Belgacem a profité de l'occasion pour répliquer à Abderrazak Mokri qui s'est attaqué le 1^{er} mars dernier, à partir de la tribune de la Maison de la culture de Tizi-Ouzou, en ne lui reconnaissant aucune légitimité dans la lutte antiterroriste «le RND n'a aucun droit de surenchérir sur la lutte antiterroriste et

le sang des patriotes, lui qui est né en 1997 d'une fraude électorale», ironisait, alors, A. Mokri du HMS. «De cette même tribune, le RND a été attaqué la semaine dernière par celui dont le parti a applaudi les révoltes arabes, ces révoltes dont on voit aujourd'hui l'issue. Nous ne devons pas oublier qu'à peine ces révoltes ont commencé, ce parti a quitté le pouvoir pour s'habiller du manteau de l'opposition», rétorquera le député du RND au HMS.

Un parti qualifié de «Daesh politique» et qu'il catalogue parmi «ces islamistes (qui) ne cessaient d'appeler durant les années du terrorisme à liquider les intellectuels et à égorger les journalistes». Et à un autre membre du Conseil national d'asséner : «Lorsque les services de sécurité menaient une lutte implacable contre le terrorisme sur le terrain et qu'ils avaient besoin d'une force politique, celui-là même qui nous a attaqués, faisait partie de ceux qui criaient "qui tue-qui ?"»

L'opposition regroupée dans l'Icso et la CNLTD n'a pas été épargnée par les cadres du RND, traitée d'«opposition de salon qui veut prendre le pouvoir avec les fleurs en plus».

S. A. M.

LUTTE CONTRE LE RECRUTEMENT, L'APOLOGIE ET LE SOUTIEN AU TERRORISME

L'Algérie applique la résolution 2178 de l'ONU

L'Algérie compte durcir son arsenal juridique contre les groupes terroristes et autres personnes soupçonnées de vouloir rejoindre des organisations terroristes. C'est ce qui ressort du projet de code pénal présenté jeudi dernier par le ministre de la Justice et garde des Sceaux devant les membres de la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'APN.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Selon Tayeb Louh, ledit texte vise «à adapter le système législatif national aux engagements internationaux, notamment la résolution 2178 du Conseil de sécurité de l'ONU».

En effet, le texte en question criminalise l'acte de déplacement des Algériens ou des ressortissants étrangers résidant en Algérie, d'une manière légale ou illégale, vers un autre Etat afin de commettre, inciter à commettre ou s'entraîner à commettre des actes terroristes en utilisant les technologies de l'information et de la communication (TIC), ou tout autre moyen».

Autrement dit, il s'agit, ajoute la même source, également de criminaliser «les actes de recrutement pour le compte d'associations, corps, groupes, ou organisations terroristes ou leur organisation ou le soutien de leurs actes ou activités ou la diffusion

de leur idéologie en utilisant les TIC ou tout autre moyen». Il s'agit également, ajoute le ministre de la Justice et garde des Sceaux de criminaliser «les actes de recrutement pour le compte d'associations, corps, groupes, ou organisations terroristes ou leur organisation ou le soutien de leurs actes ou activités ou la diffusion de leur idéologie en utilisant les TIC ou tout autre moyen».

Ledit projet de code explique, par ailleurs, les cas autorisant le recours à la surveillance électronique et définit les règles de procédures concernant la perquisition des systèmes informatiques.

«Les fournisseurs de services sont priés de prêter leur assistance aux autorités chargées des enquêtes judiciaires pour la collecte ou l'enregistrement, en temps réel, des données relatives au contenu des communications et de mettre à leur dispo-

sition les données qu'ils sont tenus de conserver», lit-on dans le projet de loi. Cette disposition judiciaire, à laquelle l'Algérie a adhéré fait suite à une résolution du Conseil de sécurité qui avait adopté en septembre 2014, en présence de 28 chefs d'Etat, une résolution «pour tenter d'empêcher les candidats au djihad de rejoindre les combattants des groupes terroristes en Syrie et en Irak et contrer la menace qu'ils représentent à leur retour dans leurs pays d'origine».

Autrement dit, il s'agit de la résolution 2178 qui impose aux gouvernements d'empêcher leurs citoyens de s'enrôler dans des mouvements terroristes à l'étranger.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a contraint, sous peine de sanctions, les Etats à adapter leurs législations pour punir sévèrement les candidats au djihad. Pour rappel, le 24 septembre 2014, lors d'un sommet tenu au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement et présidé par le Président des Etats-Unis, M. Barack Obama, le Conseil de sécurité de l'ONU avait adopté la résolution 2178 (2014) en réponse à la menace terrible et nouvelle que représentent les combattants terroristes étrangers. Depuis, les Etats membres, l'ONU elle-



Tayeb Louh, ministre de la Justice et garde des Sceaux.

même, ainsi que d'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales ont beaucoup fait pour lutter contre la menace que représentent ces combattants.

Néanmoins, des études et évaluations récentes montrent que l'afflux de combattants terroristes étrangers vers les zones de conflit n'a ni cessé ni diminué, et que davantage d'efforts sont nécessaires pour

enrayer ce phénomène. Le flux des combattants terroristes étrangers qui ont rejoint les rangs de l'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIL) et d'autres groupes terroristes, continue de croître, a ainsi expliqué le secrétaire général, précisant que l'on estimait à 70% l'augmentation du nombre de ces combattants entre la mi-2014 et mars 2015.

A. B.